

Michaël KARPENSCHIF

Professeur agrégé de droit public

Directeur du Centre d'Études Européennes

Matières enseignées : Droit public économique – Droit des aides d'État – Droit de la concurrence appliqué aux personnes publiques – Droit des collectivités locales – Droit des contrats publics – Droit de l'interventionnisme économique – Financement public – Droit de l'Union européenne

Fonctions

- Président de la Section Droit public de la Faculté de Droit ; Président du Collège d'experts de la Section Droit public
- Membre élu du Conseil de la Faculté de Droit
- Responsable pédagogique du Master 2 Droit européen des affaires, parcours Recherche et responsable pédagogique du Master 1 Droit public des affaires
- Membre du comité de rédaction du mensuel *Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics* (Groupe Le Moniteur)

Formation

- Agrégation de droit public, 2004
- Doctorat en droit public, Université Jean Moulin – Lyon 3, 1999
- DEA en droit communautaire, Université Jean Moulin – Lyon 3, 1994

Principales publications – Travaux (NB : bibliographie abrégée, 2008-2012)

- Directeur de l'ouvrage collectif *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne (GAJUE)*, 1^{re} éd., Paris, PUF, 2010, Thémis Droit, 420 p.
- « Contrats publics et subventions » / Actes des entretiens juridiques du 23 nov. 2007 de l'Université Lumière-Lyon 2 consacrés aux contrats des collectivités territoriales. – *ACCP*, janv. 2008, n° 73.
- Vers une définition communautaire du service public ? – *RFDA* 2008, p. 58.
- Contrats de service public et transport public de voyageurs : nouvelles règles pour un nouvel essor ? – *JCP A* 2008, étude 2038.
- Regard sur le droit des aides d'État en 2007. – *LPA*, 3 juill. 2008, n° 133, p. 62.
- Le financement des services publics par contrat : vers une généralisation des contrats de service public ? – *BJCP* 2008, p. 234.
- « Les fondements communautaires de la restitution des aides d'État sous forme fiscale » in *Les aides d'État sous forme fiscale*, Coll. int. 25-26 sept. 2008. – *Revue de droit fiscal*, nov. 2008.
- Le RGEC : nouveau départ pour le droit des aides d'État. – *JCP A* 2009, étude 2023.
- L'adaptation du cadre juridique au contexte économique. – *RLDA* 2009/35, n° 2154.
- De l'imputabilité perpétuelle des pratiques anticoncurrentielles aux collectivités publiques ? – *JCP A* 2009, étude 2149.
- Les EPIC dans tous leurs états. – *JCP A* 2009, étude 2197.
- SPLA, SPL, SLP. Un an après la Communication interprétative sur les partenariats public-privé institutionnalisés (PPPI) : où en est-on du développement de l'économie mixte locale ? – *JCP A* 2009, étude 2230.
- CCAG Travaux : Une réforme entre progrès et régression. – *Contrats – Marchés publ.* 2010, étude 3 (p. 7) (collab. W. Salamand).
- Plaidoyer pour une nouvelle catégorie de consommateur : les personnes publiques. – *Revue européenne du droit de la consommation (REDC)*, n° 3-2010, p. 699.
- Le droit des aides d'État face à la crise, colloque, Grenoble, 27 février 2010. – *RFDA* 2010, p. 750.

- Les collectivités locales et la directive « services » : entre contraintes nouvelles et espoirs déçus. – *JCP A* 2010, étude 2256.
- Services sociaux d'intérêt général et financement public : à quand la fin des relations dangereuses ? – *ACCP*, n° 103, octobre 2010, p. 35.
- Comm. CJCE, 12 juill. 1973, *Commission c/ Allemagne*, aff. 70/72, *GAJUE*, 2010, n° 10.
- Comm. CJCE, 21 nov. 1991, *Féd. Nat. du commerce extérieur des produits alimentaires et Synd. Nat. des négociants et transformateurs de saumon c/ Rép. Fr.* (« Saumon »), aff. C-354/90, *GAJUE*, 2010, n° 41.
- Comm. CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau*, aff. C-320/91, *GAJUE*, 2010, n° 44.
- Comm. CJCE, 27 avr. 1994, *Commune d'Almelo e.a. c/ NV Energiebedrijf Ijsselmij*, aff. C-393/92, *GAJUE*, 2010, n° 46.
- Comm. CJCE, 15 janv. 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96, *GAJUE*, 2010, n° 56.
- Comm. CJCE, 18 nov. 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale (AGAC) di Reggio Emilia*, aff. C-107/98, *GAJUE*, 2010, n° 63.
- Comm. CJCE, 7 déc. 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c/ Telekom Austria AG*, aff. C-324/98, *GAJUE*, 2010, n° 67.
- Comm. CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schlesweg AG*, aff. C-379/98, *GAJUE*, 2010, n° 69.
- Comm. CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00, *GAJUE*, 2010, n° 73.
- Les sociétés publiques locales, passeport pour un véritable PPP ? – *JCP A* 2010, étude 2348.
- Effacement de la dette d'une SEML : « quand l'accordéon grince » (CE, 10 nov. 2010). – *JCP A* 2011, étude 2038.
- La RATP sauvée des eaux concurrentielles ? – *AJDA* 2011. 1357.
- Collectivités territoriales, télévisions locales et droit de la concurrence : *Terra incognita... non hostilis !* – *JCP A* 2011, étude 2278.
- « Regard rétrospectif sur la portée de la solution *Société des eaux du Nord* ». – Communication au colloque *Le droit public de la consommation : 10 ans après l'arrêt Société des eaux du Nord*, Université Montpellier 1 (Centre de Recherches et d'Études Administratives de Montpellier), 18 mars 2011. – *Lamy Droit public des affaires*, Bulletin d'actualités, C, n° 159, juillet 2011.
- « La directive "services" et les collectivités locales : entre contraintes nouvelles et espoirs déçus », p. 97-113 in Ch. Ferrari-Breeur (dir.), *La directive services, en principe(s) et en pratique*. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.
- L'investisseur privé en économie de marché. – *Concurrences*, n° 3-2011, n° 37424 (www.concurrences.com).
- Du paquet *Monti / Kroes* au paquet *Almunia* : le financement des SIEG simplifié et sécurisé ? – *JCP A* 2012, étude 2006 (9 janv. 2012, p. 46).
- De l'utilité budgétaire d'une violation des règles européennes de concurrence. – *AJDA* 2012. 65.
- Le programme national « Très Haut Débit - Volet B ». Nouvelles responsabilités et nouveaux pouvoirs pour les collectivités territoriales en matière d'aménagement numérique. – *JCP A* 2012, étude 2056 (20 févr. 2012, p. 23) (collab. L. Midol-Monnet).

Centre d'Études Européennes

Université Jean Moulin – Lyon 3 – Faculté de Droit
 Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC (EA 4185)
 15 quai Claude Bernard
 BP 0638 – F-69239 Lyon Cedex 02
 Tél.: ++ 00 / 33 4 78 78 72 51 – Fax : ++ 00 / 33 4 78 78 74 66
 Courriel : cee@univ-lyon3.fr – Site web : <http://cee.univ-lyon3.fr>.